



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société EOVAL exploitant une installation de tri, regroupement et traitement de déchets dangereux à Lafitte-Vigordane

13-69

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 autorisant la société EOVAL à exploiter une installation de tri, regroupement et traitement de déchets dangereux au lieu-dit "La Fibat" à Lafitte-Vigordane, et en particulier son chapitre 1.3, son article 3.2.2. et son article 5.1.5. ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2009 autorisant la régie municipale de l'eau et de l'assainissement de Graulhet à recevoir des effluents extérieurs sur la station d'épuration (STEP) qu'elle exploite au 10 boulevard Georges Ravari à Graulhet ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société EOVAL en 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 février 2021 relatif à la visite d'inspection du 17 décembre 2020 de l'installation susvisée ;

Vu le courrier en réponse du 8 mars 2021 de la société EOVAL ;

Considérant que plusieurs aménagements du site diffèrent par rapport au projet initialement présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 2009, en particulier :

- Le biofiltre n°3, initialement prévu pour traiter les émissions de COV des deux unités U04 (broyage) et U05 (regroupement des déchets solides et pâteux), n'a pas été installé et l'unité de broyage, U04, est raccordée au biofiltre n°2, initialement prévu pour traiter uniquement les émissions de COV de l'unité U02 (déconditionnement des déchets liquides) ;
- L'opération réalisée sur les eaux souillées aux hydrocarbures est une simple décantation dans une cuve à fond conique alors qu'il était initialement prévu une étape de traitement supplémentaire avec une unité de centrifugation (U06) ;

Considérant que lors de sa visite du 17 décembre 2020, l'inspection des installations classées a constaté les faits susceptibles de mise en demeure suivants :

- Les débits d'air mesurés en 2019 et 2020 à l'entrée du biofiltre n°2 (6 500 et 6 850 Nm³/h) dépassent sa capacité de traitement déclarée (4 000 Nm³/h) ;
- Après décantation des eaux hydrocarburées, l'exploitant expédie l'eau résiduaire vers la STEP de Graulhet sans s'assurer du respect de la valeur limite en concentration en hydrocarbures totaux admissible par cette STEP, fixée à 10 mg/l ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du chapitre 1.3, de l'article 3.2.2. et de l'article 5.1.5. de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société EOVAL de respecter les prescriptions applicables à l'installation susvisée ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société EOVAL le 9 février 2021 afin qu'elle puisse démontrer sa conformité dans un délai d'un mois ;

Considérant que les éléments de réponse apportés par la société EOVAL par courrier du 8 mars 2021 ne démontrent pas sa conformité par rapport aux faits susceptibles de mise en demeure constatés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société EOVAL, exploitant une installation de tri, regroupement et traitement de déchets dangereux, au lieu-dit "La Fibat" à Lafitte-Vigordane, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 susvisé qui dispose « *Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.* » »
- Article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 susvisé qui dispose « *Conduits et installations raccordées :*

<i>Point de rejet</i>	<i>Installations raccordées</i>	<i>Puissance ou capacité</i>
<i>Biofiltre n° 1</i>	<i>U08 - Stockage des hydrocarbures et déchets à haut pouvoir calorifique</i>	<i>2 000 m3/h</i>
<i>Biofiltre n° 2</i>	<i>U02 - Déconditionnement des déchets liquides et pâteux</i>	<i>4 000 m3/h</i>
<i>Biofiltre n° 3</i>	<i>U04 - Unité de broyage U05 -Unité de regroupement des déchets solides et pâteux</i>	<i>4 000 m3/h</i>

»

- Article 5.1.5. de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 susvisé qui dispose «L'exploitant fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.»

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Eoval.

Fait à Toulouse, le 16 JUIN 2021

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Denis OLAGNON

